

COMPRENDRE le contexte

Qu'est-ce l'État islamique ?



Malgré son nom, ce n'est pas un État.

Il ne frappe pas sa propre monnaie, n'a pas de frontières définies et n'est pas reconnu par la communauté internationale. C'est pour le souligner que les médias occidentaux l'appellent de plus en plus souvent Daech (son acronyme arabe).

C'est une organisation terroriste sunnite

(l'une des deux branches de l'islam avec le chiisme) apparue en 2004 en Irak pour s'opposer aux Américains qui occupaient alors le pays.

En 2011, elle a profité de l'instabilité liée à la guerre civile en Syrie pour s'y implanter et élargir son influence. Depuis, elle conquiert les villes et leurs populations au nom de la « guerre sainte » (le djihad).

Un nouvel État? Pas encore, mais c'est le but de ce mouvement radical qui sévit actuellement en Irak et en Syrie.

Daech rêve en effet de devenir un État qui s'étendrait de Damas à Bagdad, inclurait les zones peuplées par les Kurdes (des habitants en majorité musulmans dispersés sur quatre pays) et s'étendrait jusqu'à la mer Méditerranée.

Il veut imposer un islam radical.

En juin 2014, son chef Abou Bakr al-Baghdadi s'en est auto-proclamé « calife », un titre qui avait disparu avec l'empire ottoman en 1924 et correspond au désir de Daech de rassembler les musulmans derrière ses ambitions : reprendre Jérusalem, détruire Israël, éliminer les « infidèles » (athées, chrétiens, musulmans chiites, certains sunnites comme les Kurdes, dont la pratique de l'islam ne plaît pas à al-Baghdadi). Et, partout où il règne, faire appliquer la charia, règles très strictes et anciennes (port du voile intégral pour les femmes, main coupée pour un vol...) régissant le mariage, l'alimentation, la justice, etc.

À quoi sert la fiche S ?

Utilisée par les services

de renseignement, la fiche S (pour « Sûreté de l'État ») est réservée aux individus qui menacent potentiellement la sécurité nationale (des aspirants terroristes mais aussi des militants d'extrême droite ou gauche, des espions...). Son rôle est interrogé lors de chaque attentat car il n'est pas toujours bien compris. Cette question revient donc après les attaques de Paris : puisque au moins un des terroristes était fiché, pourquoi ne l'a-t-on pas arrêté avant ? Parmi le « fichier des personnes recherchées », il existe 21 sous-catégories dont la fiche S. Celle-ci intervient dans la phase de renseignement.

Elle ne donne pas le droit aux policiers, gendarmes ou douaniers d'arrêter les personnes qui y figurent. Elle leur indique la conduite à adopter en cas de contrôle : « photocopier les documents d'identité », « essayer de relever l'identité de l'accompagnant »... afin de recueillir le plus d'informations possibles sur la personne. Car pour arrêter ou envoyer quelqu'un en prison, il faut réunir des preuves justifiant les soupçons d'une attaque. Et c'est toute la mission de la fiche S.



Islamiste ou islamique ?

Les deux termes se ressemblent tant qu'ils prêtent à confusion. Ils ne désignent pourtant pas la même chose ! Un « islamiste » se revendique de l'islamisme, courant né en Égypte en 1928 visant à établir un État islamique, dans lequel droit, institutions et gouvernement sont régis par la religion musulmane. Certains islamistes, comme les tueurs des attentats de Paris, ou les combattants de « l'État islamique » en Irak et en Syrie, veulent imposer ce modèle par la violence. Mais attention, tout ce qui est « islamique » n'est pas forcément radical : on dit d'une librairie qui vend des livres sur l'islam ou d'une association qui s'adresse aux musulmans qu'elles sont « islamiques », sans aucune connotation politique.

4 000 armes de guerre



Selon le ministère de l'Intérieur, il circulerait 4 000 armes de guerre en France comme les mitrailleuses Kalachnikov utilisées dans ces attentats. Une partie de ce trafic est organisée depuis l'Europe de l'est. Après les guerres qui ont frappé les Balkans (Serbie, Bosnie, Kosovo) dans les années 1990, les armes sont tombées aux mains de civils et des filières de trafic se sont organisées. C'est à cette période qu'on a commencé à recenser des armes de guerre en France. D'autres proviennent sûrement du Moyen-Orient. La guerre civile qui secoue la Libye aurait notamment libéré des armes au sud de la Méditerranée.

PHOSPHORE